ÉLECTION DU 3 AU 10 DÉCEMBRE 2026 AU

COMITÉ SOCIAL D'ADMINISTRATION MINISTÉRIEL

UNE FORCE SYNDICALE QUI AGIT

Cette élection établit pour les quatre années à venir, la représentativité des fédérations syndicales au Comité Social d'Administration Ministériel (CSAM) et au Conseil National de l'Action Sociale (CNAS).
Cette élection se déroule par voie électronique, comme en 2018 et 2022. Avec 19% de voix aux dernières élections professionnelles de 2022, la **Fédération des Finances FO** a largement prouvé sa représentativité auprès des personnels des ministères économiques et financiers.

Depuis, les gouvernements successifs ont cumulé les attaques contre les fonctionnaires, tout particulièrement les personnels des ministères économiques et financiers, durement sanctionnés par les suppressions d'emplois et les réductions de budget, sans aucune justification.

FO Finances a su rester ferme sur ses revendications, pour défendre les intérêts matériels et moraux des agents, tout en étant toujours ouvert au dialogue social.

FO Finances a enfin obtenu la révision des conditions d'octroi du droit à pension de l'IMT après l'avoir portée auprès de nombreux ministres.
L'article 126 de la loi de Finances 2024, modifiant la loi n°89-935 du 29 décembre 1989, a acté la portabilité de cette indemnité.

L'ACTION DE FO FINANCES PENDANT CE MANDAT

HANDICAP

Signature du premier accord ministériel sur le handicap, obtention d'autorisation spéciale d'absence...

ACTION SOCIALE

Maintien d'un réseau départemental et des instances dédiées.

SANTE, SECURITE AU TRAVAIL

Maintien d'une politique ministérielle dotée d'un budget spécifique.

PSC

Négociation et signature de l'accord, mise en place d'une aide pour la cotisation enfant, suivi des opérateurs en cas de manquements.

FIERS DE NOS MISSIONS EXIGEANTS SUR NOS DROITS

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES
3 / 10 DÉCEMBRE
JE VOTE

FO FINANCES REVENDIQUE

AVEC SA FEDERATION FONCTION PUBLIQUE –

PREMIERE FEDERATION DE LA FONCTION PUBLIQUE d'ETAT

- ✓ La défense d'un service public républicain ambitieux, seul garant de l'égalité de traitement des citoyens sur l'ensemble du territoire ;
- ✓ Le maintien du Statut général de la Fonction Publique et de ses statuts particuliers ;
- ✓ **Une revalorisation immédiate du point d'indice et son indexation sur le pouvoir d'achat ;**
- ✓ Un régime de retraite par répartition, avec une pension basée sur les six derniers mois d'activité ;
- ✓ **L'intégration des régimes indemnitaires dans le calcul des droits à pension** ;
- ✓ L'amélioration des conditions d'emploi des contractuels et la titularisation pour ceux qui la souhaitent.

POUR BERCY

Fiers de nos missions : Stop aux réformes

L'Arrêt immédiat des suppressions d'emplois ;
Le recrutement à hauteur des besoins ;
Des missions préservées et stabilisées.

Fiers de nos missions : Exigeons un Bercy aux Finances !

L'augmentation de l'ensemble des régimes indemnitaires dont ACF (valeur inchangée depuis 2006) ;
La reconnaissance de la technicité des agents par un plan exceptionnel de promotions ministérielles.

Abrogation de la loi Transformation de la fonction publique

Le retour de toutes les CAP et de leurs compétences ;
La fin des Lignes Directrices de Gestion et le retour de règles de gestion lisibles et transparentes.

Santé Sécurité et Conditions de Travail (SSCT) : la prévention avant tout !

Le retour des CHSCT et une politique d'hygiène, de sécurité, de santé au travail à la hauteur des besoins des agents ;
L'application obligatoire des guides ministériels ;
Le renforcement du réseau d'acteurs de prévention ;
Le recrutement de médecin du travail dans chaque département.

Egalité Femme-Homme : à travail égal, salaire et carrière égaux

Une véritable égalité professionnelle femme-homme que ce soit en termes de carrière, de promotion et de salaires ;
La fin de la mobilité forcée de C en B à la DGFIP ;
Des actions constantes contre les discriminations et les violences morales, sexistes et sexuelles.

Handicap, pour faire de l'inclusion une réalité

L'amélioration de l'insertion et du déroulement de carrière des personnels handicapés ;
L'adaptation de la couverture PSC ;
La sensibilisation et l'accompagnement des collectifs de travail.

Une action sociale ministérielle de haut niveau au service de tous les agents

- ✓ Une restauration collective de proximité et de qualité avec un tarif social ;

L'augmentation des titres restaurants à 10€ minimum ;

- ✓ Logement : une solution pour tous et partout !

Un nouveau plan ministériel de réservations de logements sur l'ensemble du territoire, y compris dans les DROM/COM ;
Une caution locative garantie par l'état ;

- ✓ Pour une véritable politique d'aide à la parentalité !

La création de nouveaux dispositifs et d'aides financières ;
Le maintien des colonies avec un nouveau système d'inscription prenant en compte les revenus et les priorités sociales.

La Protection Sociale Complémentaire (PSC) : l'administration doit payer !

L'amélioration de la protection sociale complémentaire pour une PSC solidaire et intergénérationnelle ;
L'augmentation de la participation employeur à 50% des cotisations obligatoires santé et prévoyance ;
La baisse de la cotisation enfant et des aides en fonction du RFR ;
La prise en compte des situations spécifiques : handicap, outremer et étranger.

